

FONDATION DANIELLE MITTERRAND

RAPPORT D'ACTIVITES 2020



**FONDATION
DANIELLE
MITTERRAND**

DONNONS VIE AUX UTOPIES

EDITO 2020

L'année 2020 aura été une année très particulière pour nous toutes et tous. Hésitants entre *black mirror*, la quatrième dimension ou un jour sans fin, nous avons souvent eu l'impression d'être plongés en pleine dystopie.

Pourtant, la pandémie qui s'est abattue sur l'ensemble de la planète n'est pas venue de nulle part. Elle est la conséquence directe de nos modes de développement et d'un capitalisme destructeur qui met en danger l'ensemble de l'Humanité et du vivant.

Devant ce constat, la Fondation Danielle Mitterrand fait le choix de changer sa signature pour participer résolument à inventer un monde en équilibre.

Danielle Mitterrand aimait faire appel aux utopies. Notre nouvelle signature « Donnons vie aux utopies » s'inscrit résolument dans les pas de Danielle Mitterrand avec l'ambition pour nous toutes et tous de participer directement à la transformation en profondeur de nos sociétés.

Devant les difficultés que rencontrent tous les pays du monde, seule l'utopie peut nous permettre d'inventer, de rêver et d'imaginer une nouvelle façon d'aborder l'avenir et nous sortir des griffes du tout argent. Pour cela, nous nous appuyons sur toutes les initiatives possibles et imaginables, en France, au Kurdistan, auprès des peuples autochtones avec des femmes et des hommes qui réalisent déjà leurs utopies et participent ainsi à l'émergence d'une Humanité plus respectueuse de notre planète et du vivant.

Une petite histoire pour éclairer mon propos : Un anthropologue propose un jeu aux enfants d'une tribu autochtone. Il a placé un panier de délicieux fruits près d'un tronc d'arbre et leur a dit : « le premier qui atteint l'arbre aura le panier de fruits ». Quand il leur a donné le signal du départ, il a été surpris qu'ils marchent ensemble, la main dans la main, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'arbre et se partagent les fruits. Quand il leur a demandé pourquoi ils avaient fait cela, ils ont répondu avec étonnement : « Ubuntu ». Autrement dit, « comment l'un de nous peut-il être heureux alors que les autres sont malheureux ? » Dans leur langue, *Ubuntu* signifie: je suis parce que nous sommes.

Alors que nos sociétés dites civilisées courent après la richesse financière individuelle, nous voulons promouvoir les utopies qui participeront à faire émerger un monde de partage et d'équilibre. Le chemin est certainement long comme pour toutes les utopies, mais quand on aime marcher et que le point d'arrivée est magnifique, nous devenons infatigables.

Bonne lecture à toutes et tous

EMMANUEL POILANE

Secrétaire général de la Fondation

TABLE DES MATIERES

EDITO	2
LE SOUTIEN AUX PROJETS DE TERRAIN	6
Soutien aux acteurs qui font la métamorphose	
Ferme agroécologique Les Semeuses - France.....	7
Projet d'autonomisation du village autochtone kali'na - Guyane	7
Exposition et Film « Nature En Soi, Nature En Droit » - France.....	8
« Sûka Jîn » un marché coopératif de femmes au Kurdistan syrien	10
La Cantine Syrienne de Montreuil - France.....	11
Soutien à des projets pour la « prise de parole des premiers concernés »	12
Evènement sur l'agroécologie de l'association SOL.....	12
Le tribunal des droits des écosystèmes aquatiques du hub Europe de la Garn....	12
Soutien à des projets « coup de cœur / coup de pouce »	13
Radioka - Guyane	13
Modatima - Chili	13
Film sur l'eau - Chili.....	13
BD Panique à Bure.....	14
Film sur la République de Saillan	14
Projet de la Caillasse.....	15
<i>Civil Development Organization</i> au Kurdistan en Irak	15
France Libertés Gironde.....	15
Projets eau et climat.....	16
Afrique du Sud.....	16
Inde	16
Colombie	16
Sri Lanka	17

Soudan du Sud.....	17
Ouganda.....	17
POUR UN AUTRE RAPPORT AU VIVANT.....	18
Intervention publiques	
Participation à l'Assemblée des Habitants de la Terre	18
Participation à l'Eco-festival du cinéma	18
Participation au Village des Initiatives locales	18
Participation au Festival horizon Vert	18
France-Libertés Gironde co-organise une conférence sur les droits de la nature .	18
Participation à l'Eco-Débat	19
Participation au Village des initiatives locales	19
Déplacement à la ZAD de NDDL pour ZADENVIES	19
Droit des peuples autochtones	19
Campagne « Le Brésil Résiste, lutter n'est pas un crime » / Formation de la coalition Solidarités Brésil	19
Intervention Radio Fréquence Paris Plurielle sur les peuples autochtones avec Ludovic Pierre de la JAG.....	19
Journée mondiale des peuples autochtones : réalisation de la brochure "De l'importance des mots !"	20
Appui à l'organisation et au financement du festival Documenterterre en Dordogne (finalement annulé).....	20
Rédaction de plusieurs actualités.....	20
Alternatives démocratiques	21
Webinaire sur le Chili.....	21
Le droit à l'eau	22
La campagne "l'eau est un droit "	22
Les dix ans du droit à l'eau : analyse de la FDM	23

Interview presse : journal L'Humanité.....	23
Relai campagne MODATIMA au Chili et rencontre avec la juriste Manuela Royo.	24
Action avec le Kurdistan.....	24
Kurdistan d'Irak.....	24
Kurdistan	24
Le prix Danielle Mitterrand.....	25
L'appel à candidature et le jury.....	25
Le lauréat : le collectif Buzuruna Juzuruna	25
Webinaire sur le Liban	25
Semaine de rencontre en ligne avec le collectif Buzuruna Juzuruna	26
Les partenariats et la communication	26
L'identité renouvelée	26
L'agenda de la solidarité internationale 2021	27
La chronique « Monde Solidaire » sur la radio Fréquence Terre	27
Actions de communication de la Fondation	28
Les dates-clés de l'année 2020	28
Les chiffres-clés de l'année 2020.....	29
Les membres du Conseil d'Administration en 2020.....	29

LE SOUTIEN AUX PROJETS DE TERRAIN

La Fondation a mené au cours du 1^{er} trimestre 2020 une réflexion sur les modalités de son soutien financier à des projets. Pour être en accord avec le manifeste qui souligne la nécessité d'un radicalisme utopique, il a été choisi de soutenir en priorité les projets qui s'inscrivent dans une dynamique systémique pour enclencher une métamorphose à leur échelle. La Fondation a fait le choix de soutenir des initiatives emblématiques des transformations que nous jugeons nécessaires pour faire face aux enjeux majeurs auxquels nos sociétés sont confrontées. Plutôt que de procéder comme par le passé par appel à propositions sur des thématiques précises (cf. ancien appel *Eau et Climat* ou celui encore antérieur *Le droit à l'eau face aux activités extractives*), la Fondation a dégagé deux enveloppes et détaillé les critères pour y répondre.

Une première enveloppe a été dégagée afin de venir appuyer et mettre en lumière des initiatives démocratiques, solidaires et écologiques qui constituent des alternatives de penser et d'actions au système actuel. Les projets soutenus dans le cadre de cette enveloppe viennent alimenter le travail de réflexion mené par la Fondation sur les questions de rapport au vivant, rapport à l'autre et manières de faire société. L'enjeu est d'aller plus loin que le simple appui financier en impliquant ces partenaires dans nos autres actions voire en co-construisant certaines activités. Afin d'être complémentaire des autres fondations et bailleurs de fond, la Fondation a fait le choix de soutenir prioritairement les projets qui, en raison de leur caractère émergent et/ou radical sont peu appuyés par les bailleurs traditionnels et ont une capacité limitée à lever des fonds. Ce critère d'effet levier est majeur dans le choix des initiatives à soutenir. Des lignes directrices ont été rédigées et traduites en anglais et espagnol, des critères de pré-sélection ont été développés ainsi que ceux pour la sélection finale. Deux comités de sélection par an ont été imaginés afin de trancher parmi les quelques projets présélectionnés par l'équipe de la Fondation.

Une deuxième enveloppe permet d'appuyer la prise de parole, le renforcement de capacités et la mise en réseau des premiers concernés. Partant du constat que trop souvent les premiers concernés n'ont pas voix au chapitre lors des événements décisifs pour eux ou qu'ils ont des difficultés à développer leurs propres événements, nous avons voulu continuer notre mission de toujours donner la voix aux sans voix à travers cette enveloppe. Des lignes directrices ont été élaborées cette année précisant le type de projet que la Fondation peut soutenir ainsi que le formulaire à remplir pour déposer une demande. La sélection des projets se fait tout au long de l'année par l'équipe de la Fondation directement. Enfin, la Fondation se réserve la possibilité de venir appuyer des projets coup de cœur durant l'année sur des petits montants pour donner un coup de pouce à ceux-ci.

Au cours du 2nd trimestre, les lignes directrices ont été partagées aux partenaires proches de la Fondation et des premiers projets reçus. Un certain nombre de projets ont été sélectionnés dont voici le détail :

PROJETS RADICAUX PORTANT UNE METAMORPHOSE

➤ Association paysanne et environnementale Les Semeuses et leur projet de coopérative agricole près de Bure

Association : Coopérative agricole Les Semeuses

Localisation : France

La Fondation a choisi d'appuyer la coopérative agricole Les Semeuses qui développe ses activités d'agroécologie dans la Meuse près du projet CIGEO, projet d'enfouissement des déchets nucléaires.

Engagées en faveur d'une réappropriation de la terre, les Semeuses œuvrent pour une autonomie alimentaire en recréant des liens de proximité et d'entraide entre les producteurs et les consommateurs.

Et parce que l'égalité d'accès à une alimentation saine est primordiale, les légumes cultivés sont vendus à prix libre. En cultivant des terres menacées directement par ce projet nucléaire mortifère, ce groupe de maraîchères et maraîchers agit à sa manière pour reprendre en main ce territoire et le revitaliser.

➤ Projet d'autonomisation du village autochtone kali'na Atopo W+P+

Association : Association Terrain associatif du village de Prospérité (en Kalina « Atopo W+p+ »)

Localisation : Guyane

La Fondation a fait le choix d'appuyer cette expérimentation développée dans le village de Prospérité - dit en langue kalina « Atopo W+p+ » - ce qui signifie « village montagne », situé près de Saint-Laurent du Maroni et composé d'environ 300 habitants.

Face au constat de l'emprise de plus en plus forte du capitalisme sur les populations guyanaises, dans un contexte où les enjeux autochtones en Guyane ont été très visibles et les chantiers en cours sont nombreux, le chef coutumier Rolland Sjabere a pensé ce projet comme une manière de lancer son village sur la voie d'une autonomisation. Mené par l'association « Terrain associatif du village », ce projet de lieu auto-géré est ainsi né après de nombreuses réunions villageoises et réflexions collectives sur la manière de tendre vers plus d'autonomie et de faire face aux projets menaçant la vie des habitants.

Sur un terrain existant de 2 hectares et comprenant déjà deux constructions en bois et quelques fruitiers, les membres de l'association souhaitent créer un lieu de vie commun pour développer des activités tendant vers l'autonomisation.

Le projet a démarré début 2020 par des chantiers collectifs pour préparer le terrain. A l'été la Fondation a validé son appui au projet pour 18 mois. Cet appui constitue un véritable effet levier puisqu'il a permis l'achat du matériel nécessaire à la mise en place des différents espaces prévus sur le terrain. En effet, ce lieu a pour but d'accueillir un atelier de bricolage

avec une mise en commun des outils, un atelier de transformation des produits alimentaires pour la consommation sur le village ou la vente, un atelier d'artisanat, un espace médiathèque, un potager en permaculture, un poulailler et à termes un carbet de passage et une gargotte (cantine populaire et lieu de vente).

Ce projet a suscité un vrai intérêt en Guyane dans les communautés autochtones et a pu être présenté à certains chefs et villageois des alentours qui avaient été conviés par le chef coutumier mi-décembre à un moment festif et de présentation du projet. Les porteurs du projet espèrent que cette tentative aboutira et que d'autres pourront s'en saisir et l'adapter à leurs besoins. Ce qui nous semble intéressant dans cette dynamique est qu'elle se construit et s'adapte au fur et à mesure. Les porteurs du projet insistent sur le caractère modeste du projet. L'idée est que ce projet reste adapté à la taille du village et qu'il respecte les valeurs comme la propriété collective, la sobriété, le respect de la terre et des habitants.

- ➔ La Fondation a proposé aux porteurs du projet de passer dans l'émission Monde Solidaire de la radio Fréquence Terre pour présenter leur initiative. Lien de l'émission : <https://www.france-libertes.org/fr/podcast-prosperite-un-village-de-guyane-en-quete-dautonomie/>

➤ **Exposition et film *Nature en soi, nature en droit***

Association : Valérie Cabanes, militante pour la reconnaissance des droits de la nature et l'écocide et le réalisateur Corto Fajal dans leur projet de film *Nature en soi, nature en droit*.

Localisation : France

La question des droits de la nature a toujours beaucoup intéressée la Fondation car elle cherche à inscrire par le droit le changement de regard et de relation avec le vivant qui est aujourd'hui plus que nécessaire. C'est pourquoi la Fondation a choisi de soutenir Valérie Cabanes, militante pour la reconnaissance des droits de la nature et l'écocide et le réalisateur Corto Fajal dans leur projet de film *Nature en soi, nature en droit*.

Le musée de la Résistance à Grenoble a proposé aux auteurs de réaliser une exposition sur le sujet ce qui permet d'assurer financièrement les premiers coûts du film : tout en recueillant la matière nécessaire pour l'exposition, les repérages pour le film seront effectués. La Fondation a fait le choix de soutenir le film dès le début du projet et entend véritablement travailler à promouvoir le film à sa sortie en 2023 pour faire connaître les enjeux philosophiques et politiques qui se jouent dans la défense des écosystèmes. La Fondation a aussi tenu à soutenir l'exposition en négociant avec le musée pour que celle-ci puisse ensuite être itinérante : la Fondation pourra ainsi mettre à disposition des acteurs qui le souhaitent ce formidable outil de vulgarisation que sera cette exposition grand public.

Au départ, le film et l'exposition devaient se focaliser sur les territoires où des écosystèmes étaient déjà reconnus sujets de droits (Colombie, Etats-Unis, Nouvelle Zélande, Inde, Equateur, etc.) pour en expliquer la démarche et les conséquences et montrer la diversité dans les processus ayant conduit à ces dynamiques. L'exposition devait également être inaugurée au départ en novembre 2020. Toutefois, la pandémie mondiale a compliqué les séjours à l'international. L'exposition est ainsi repoussée à janvier 2022 et le film devrait voir le jour en 2023 à ce stade. En outre, les auteurs ont proposé de modifier l'exposition et le film en se focalisant sur l'Europe pour faciliter les déplacements mais aussi pour mettre en avant l'énorme bouillonnement actuel autour de la défense du vivant.

L'Europe, berceau de la civilisation occidentale, s'aperçoit en effet que son arsenal juridique pour protéger la nature n'est plus en capacité de garantir la conservation des grands écosystèmes dont ses populations dépendent pour vivre. Les changements climatiques et la perte de biodiversité sur le territoire européen, mais aussi la dégradation de ses cours d'eau et de son couvert forestier dessinent des conditions d'existence difficiles pour les générations futures. Ainsi des habitants, partout en Europe, soucieux de protéger des milieux naturels qu'ils chérissent, proposent d'élargir le champ de protection du droit en vigueur à des sujets non-humains, reconnaissant ainsi leurs liens d'interdépendance avec les écosystèmes où ils vivent. Ils s'inspirent d'initiatives menées sur les autres continents du monde qui consistent à accorder des droits et une personnalité juridique à des écosystèmes essentiels à l'équilibre écologique global. Ainsi, en faisant preuve d'adaptation et d'innovation, des juristes, des scientifiques, des autorités locales, nationales et européennes mais aussi des citoyens réfléchissent et expérimentent de nouveaux instruments juridiques au service de la nature et des générations futures.

Dans plusieurs régions d'Europe, se profile l'idée que les droits de la nature vont devenir un outil efficace de résilience des populations et de leurs milieux de vie. Conjointement, se développe l'idée de permettre à la nature de retrouver son équilibre, non pas seulement en régulant l'activité humaine, mais aussi en promouvant un ré-ensauvagement à l'européenne qui permettrait à des zones humides remarquables, des plaines et des forêts primaires de jouer leur rôle écosystémique et de régulateur climatique. Souvent en germe ou en expérimentation depuis plusieurs années, ces projets connaissent un coup d'accélérateur important en Europe ces derniers mois au chevet de plusieurs grands biomes primaires remarquables et méconnus du continent grâce à des initiatives juridiques, politiques et artistiques. Ainsi, sans changer le fond initial du propos de l'exposition et du film, ce changement a été validé. Le fond du sujet reste l'émergence d'une perception juridique originale de plusieurs biomes ou écosystèmes redessinant les règles de cohabitation entre humains et non-humains mais le focus sera sur l'Europe.

Concernant le contenu de l'exposition, l'idée est d'aborder tous ces enjeux d'une manière simple en mettant en valeur la relation homme/biome et nature/sujet de droit par l'émotion. Le « geste artistique » est simple et au service du propos juridique, du contexte et de l'esthétique du biome en résistance. Outre les habitants des biomes forestiers et aquatiques qui seront mis en avant, quelques personnalités du monde scientifique et juridique illustrent par leur témoignage la situation, les enjeux et les prémices de ces nouveaux récits.

Concernant le film, il est conçu comme une manière de suivre ces aventures européennes à travers la découverte de ces grands biomes souvent méconnus et du combat des femmes et des hommes qui souhaitent les doter d'un statut capable d'inverser la vapeur dans la lutte inégale qui les oppose aux ravages de nos activités industrielles ou de loisirs. L'ensemble des exemples retenus (plus nombreux que dans l'exposition), ont un élément déclencheur commun : celle d'un écosystème menacé. Le film, qui sera produit par Arwestud Films, propose d'accompagner un changement de regard par son entrée émotionnelle. L'objectif avec ce film est de se doter d'un outil de sensibilisation par l'émotion qui amène le grand public à découvrir ces mobilisations, les droits de la nature et qui pose la question du regard sur le vivant. Il s'agit de montrer que faire devenir des écosystèmes des sujets de droit permet d'élargir le cercle de la communauté biotique, de nous obliger à inventer de nouvelles formes de dialogues avec eux. Ce film sera donc l'occasion de se demander si ces dynamiques en Europe sont les prémices de relations avec le vivant qui deviendraient la référence systémique de nos futurs récits.

➤ « Sûka jin », un marché coopératif de femmes au Kurdistan syrien

Association : Bureau des femmes des municipalités du canton de Qamislo dans la région autonome de Syrie du Nord-Est.

Localisation : Kurdistan syrien

La Fondation Danielle Mitterrand a soutenu le Bureau des femmes (Mektaba Jîn) des municipalités du canton de Qamislo dans la région autonome de Syrie du Nord-Est pour le lancement du projet « Sûka Jîn », un marché coopératif dédié au travail de femmes. Ce soutien s'inscrit dans la longue histoire de projets d'émancipation soutenus par la Fondation depuis 30 ans dans la région du Kurdistan, et particulier au sein du Kurdistan d'Irak. Depuis 2020, la Fondation intervient pour la première fois dans la région du Kurdistan syrien (Rojava ou Syrie du Nord-Est), pour appuyer la construction d'une alternative politique inédite dans la région et inspirante pour le reste du monde, basée sur l'égalité des genres, la démocratie radicale, l'écologie, le pluralisme national et religieux, et l'économie sociale.

Si les images d'Epinal des femmes kurdes combattant pour la liberté contre Daech sont bien connues en France et en Occident, la dynamique d'émancipation sociale, économique et politique impulsée par et pour les femmes l'est beaucoup moins. Alors que la Constitution de l'Administration Autonome de Syrie du Nord et de l'Est renforce les droits des femmes, l'égalité des genres, interdit les mariages forcés, dans les faits le système patriarcal est très enraciné et la dynamique réelle de transformation sociale est longue. Pour se déployer, elle doit pouvoir s'appuyer sur des alternatives concrètes qui montrent l'exemple dans la société. La dimension socioéconomique de l'émancipation des femmes est donc cruciale dans un territoire où leur capacité d'accéder de manière indépendante à des sources de revenus est très souvent compromise. Le contexte très difficile de la région est également un obstacle majeur au développement d'une autonomisation économique. La région du Nord-Est de la Syrie est historiquement tournée vers une monoculture intensive de blé, avec une forte dépendance aux importations et une faible autonomie alimentaire. Depuis plusieurs années, la guerre civile en Syrie, puis la guerre contre Daech, les attaques de l'armée turque, l'embargo aux frontières, le contexte de crise monétaire et économique, et plus récemment de crise sanitaire compromettent lourdement la capacité pour les peuples de la région, et particulièrement les femmes, de pourvoir à leur subsistance.

Le projet « Sûka Jîn » propose donc à 14 femmes de développer une activité économique de vente sur un marché dédié pour assurer leur subsistance. Ses objectifs principaux sont de : promouvoir l'autonomie des femmes au niveau social, économique et politique ; organiser ce projet sur la base de la démocratie directe ; créer un espace pour que les femmes apprennent de nouvelles compétences et construisent une économie basée sur les coopératives et la coopération. Les 14 femmes sont sélectionnées au sein des communautés les plus vulnérables, en particulier les personnes déplacées, veuves, et issues des différentes communautés (arabes, kurdes, syriaques) qui habitent dans le canton de Qamislo. Initié en 2018, le projet Sûka Jîn avait dû s'interrompre du fait des attaques de l'armée turque, de manque de financement, puis de la gestion de la pandémie de Covid-19.

Le soutien de la Fondation permet de relancer le projet de marché, construire des « boxs » couverts et des espaces de réunion, et attribuer des subventions à chaque femme pour permettre le démarrage de l'activité de vente. L'objectif est que les femmes s'organisent collectivement sur la base de la démocratie directe et des principes de l'économie coopérative, en constituant progressivement, grâce aux bénéficiaires, un fonds de roulement collectif pour subvenir à leurs besoins et appuyer leurs activités et investissements futurs.

Ce projet est initié et appuyé par le « Bureau des femmes » (Mektaba Jîn) des municipalités du canton Qamislo, une institution autonome de femmes au sein du système politique de la région. L'organisation dispose de son propre budget pour encourager, financer et accompagner des campagnes, des programmes d'éducation et des projets socio-économiques menés par et pour les femmes. Ce bureau a notamment déjà appuyé le

lancement de jardins d'enfants, de restaurants collectifs, des formations aux nouvelles technologies.

→ Ecouter le podcast sur Terre Solidaire :

<https://www.frequenceterre.com/2021/02/16/les-femmes-au-coeur-de-lexperimentation-democratique-au-rojava/>

➤ **La cantine syrienne de Montreuil : tisser des solidarités transnationales à partir d'un quartier**

Association : La Cantine Syrienne

Localisation : Montreuil – France

Depuis décembre 2020, la Fondation Danielle Mitterrand soutient le projet de la « Cantine Syrienne ». Porté par l'association de la « Maison culturelle franco-syrienne de Montreuil », cette cantine populaire ouverte sur le quartier invente une nouvelle manière de tisser des liens locaux et transnationaux à partir de l'ancrage de trajectoires d'exil dans un territoire à la longue histoire militante.

Issue de la rencontre en 2018 entre des habitants de Montreuil, des réfugiés politiques syriens marqués par l'expérience de la révolution populaire de 2011 et des Printemps Arabes, et des gilets jaunes, cette cantine ouverte depuis septembre 2019 propose des menus de nourriture syrienne deux fois par semaine. Les repas sont proposés à prix libre pour que toutes et tous puissent en bénéficier peu importe sa situation sociale. Le collectif fonctionne en horizontalité sur la base de l'égalité entre tous ses membres. Il peut également s'appuyer sur une communauté de bénévoles et de soutiens qui s'agrandit chaque semaine.

Les objectifs du projet sont nombreux et systémiques. A travers son ancrage local et son ouverture, la Cantine Syrienne cherche à offrir des réponses singulières à la montée en puissance du racisme, du nationalisme et des inégalités économiques, en permettant la rencontre, l'entraide et la fabrique de commun entre des communautés différentes. Elle cherche également à permettre aux exilés syriens et d'ailleurs de sortir des positions d'exclus et/ou de victimes auxquels sont trop souvent cantonnés les réfugiés politiques ou économiques.

La Cantine syrienne s'inscrit également dans un réseau de lieux, d'alternatives et de résistances qui tentent de se fédérer à l'échelle de Montreuil, et notamment au sein du lieu commun « l'AERI ». Ce nouveau lieu associatif ouvert depuis 2020 à Montreuil propose de nombreuses activités culturelles, artistiques et militantes et abrite de nombreux collectifs d'entraide et d'auto-organisation : cantine des gilets jaunes, cantine des Brigades de solidarité populaire, collectif de récupération alimentaire des Bons Petits Légumes, etc.

La Cantine Syrienne cherche particulièrement à mettre en lumière les nouvelles formes d'alternatives radicales et d'auto-organisations démocratiques qui émergent dans les soulèvements populaires au Moyen-Orient, dans le monde arabe, et partout sur la planète – et notamment à partir de l'expérience des premiers mois de la révolution syrienne de 2011 marquée par l'émergence de nombreux conseils locaux auto-organisés par les citoyens.

Elle souhaite également contribuer à inventer de nouvelles formes de solidarités transnationales et « trans-locales » entre des alternatives radicales et des solidaires ancrées dans les territoires. Un premier événement en ligne « Les Peuples veulent 2.0 » a été organisé du 18 au 22 janvier, en donnant la parole chaque soir à des activistes du Liban, de Tunisie, Syrie, Etats-Unis, France et Chili. En octobre 2021, une prochaine édition est prévue en « présentiel », en fonction de la situation sanitaire et politique.

Tout en consolidant son fonctionnement actuel, elle souhaite renforcer ses moyens de mener plus régulièrement des activités culturelles et politiques rayonnant dans le quartier (achat de matériel de vidéo-projection, financement partiel d'un temps de travail d'animation, organisation de cours de danse, de ciné-débats) et construire un potager urbain sur le toit de

l'AERI. Le soutien de la Fondation Danielle Mitterrand intervient donc avec un effet de levier permettant de démultiplier le rayonnement dans le quartier de cette initiative.

➔ Plus d'informations <https://www.france-libertes.org/fr/une-cantine-syrienne-a-montreuil/>

PROJETS « PRISE DE PAROLE DES PREMIERS CONCERNES »

➤ Événement : « La transition agricole et alimentaire nous concerne toutes et tous ! » de SOL

La Fondation Danielle Mitterrand a fait le choix d'appuyer l'événement « La transition agricole et alimentaire nous concerne toutes et tous ! » de l'association SOL. Cet événement devrait avoir lieu en juin 2021 et rassembler plus de 1 000 personnes issues du grand public et du milieu paysan.

Il s'agira de montrer le rôle central de l'agriculture dans la société et son interconnexion avec d'autres thématiques plus médiatisées, comme le climat, la biodiversité, la santé, ou moins médiatisées comme les enjeux liés au genre et à la reconnaissance du travail des femmes en milieu agricole, la déclaration internationale des droits des paysans, les semences paysannes, la souveraineté et l'autonomie alimentaire.

Parce que les objectifs de ces deux jours de mobilisation nous semblent essentiels, la Fondation appuie l'événement notamment pour faciliter la prise de parole directe des premiers concernés (paysans et ONG mobilisées en France et à l'international) et leur mise en réseau.

➤ Tribunal des droits des écosystèmes aquatiques du Hub Europe de la GARN

La Fondation Danielle Mitterrand suit de près les dynamiques en cours autour de la promotion des droits de la nature en Europe. A cet égard, le Hub Europe de la *Globale Alliance for the Rights of Nature* (GARN) a décidé d'organiser un tribunal des droits de la nature focalisé sur les écosystèmes aquatiques en portant devant les juges 5 cas emblématiques européens. La Fondation a fait le choix de soutenir la tenue de ce Tribunal notamment pour que les premiers concernés puissent directement expliquer la situation et porter leurs messages.

Face à la situation dramatique aquatique en Europe (l'Agence européenne pour l'environnement déclare que seulement 40% des eaux de surface sont en « bon état écologique » dans l'Union européenne), et face à la multiplication de projets menaçant les équilibres du cycle de l'eau (barrages, mines, agriculture intensive...), le tribunal se focalisera sur le Lac Vattern en Suède, le fleuve Maroni en Guyane, le bassin versant des Balkans, la Méditerranée à Gardanne et la mer de glace dans les Alpes. Témoins, experts, juristes porteront la voix des victimes humaines et non humaines des projets en cause. Toutes et tous rappelleront le caractère systémique des droits de la nature et leur puissance pour impulser une relation nouvelle au vivant.

Au départ, le Tribunal devait se tenir en juin 2020 en parallèle du Congrès de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et ainsi profiter de ce rassemblement mondial pour porter à la connaissance des décideurs, organisations et du grand public ces cas et la piste des droits de la nature. Toutefois, la pandémie mondiale n'a eu de cesse de reporter ce Congrès. Les organisateurs du Tribunal ont finalement décidé de le tenir en ligne chaque dernier samedi du mois, de janvier 2021 à juin 2021. Lors du Congrès de l'UICN qui devrait se tenir en septembre 2021 les conclusions des juges du Tribunal seront publiées. Bien que purement symbolique, ce tribunal des droits de la nature, comme ceux déjà tenus par le passé, permet d'attirer l'attention sur les cas jugés et de sensibiliser aux droits de la nature. C'est un espace important pour les premiers concernés pour s'exprimer sur leur situation, mobilisations et une façon pour eux également de se connecter avec les autres acteurs des autres cas présentés.

PROJETS « COUP DE CŒUR / POUCE »

➤ Le média autochtone Radioka

Dans la continuité de tout le travail mené depuis 2017 en Guyane en appui aux mobilisations pour les droits des peuples autochtones et contre les projets les menaçant (notamment le projet Montagne d'or et les actes de biopiraterie), la Fondation a trouvé particulièrement intéressant le projet de Ludovic Pierre, membre de la Jeunesse autochtone de Guyane, qui souhaitait lancer un média autochtone. Comme il l'explique, depuis quelques années, le mouvement autochtone de Guyane connaît un nouveau souffle mais il manque des outils médiatiques indépendants. A donc été créé le site internet Radioka qui dispose aussi d'une page Facebook. Cet espace en ligne a pour but de relayer l'actualité du monde autochtone de Guyane et en général, d'offrir un espace d'expression des peuples autochtones de Guyane et de proposer une analyse différente de l'actualité globale.

La Fondation a dans un premier temps promu ce projet par exemple en faisant participer Ludovic Pierre à l'émission radio Fréquence Terre ou en faisant un encart dans l'agenda de la solidarité créé par plusieurs ONG. La Fondation a également facilité des mises en contact avec des journalistes qui ont monté leur radio pour qu'il bénéficie de conseils et puisse échanger sur son projet. Enfin, la Fondation a financé son déplacement en Guyane pendant une quinzaine de jours début décembre pour lui permettre de réaliser un certain nombre d'entretiens, reportage vidéo et articles (ils sortiront en 2021). Ludovic Pierre a notamment été au village Prospérité pour interviewer le chef coutumier à l'origine du projet d'autonomisation également soutenu par notre Fondation. La Fondation a également apporté un soutien financier plus général au projet.

➔ Lien vers l'interview de Ludovic Pierre sur la radio Fréquence Terre : <https://www.france-libertes.org/fr/podcast-frequence-terre-avec-ludovic-pierre-sur-la-creation-du-media-radioka/>

➤ La campagne « Seul le peuple aide le peuple » de MODATIMA au Chili

En novembre 2019, Rodrigo Mundaca recevait le Prix Danielle Mitterrand pour son combat pour le droit à l'eau au Chili. Durant l'année 2020, certaines régions du Chili ont continué à subir un état de sécheresse très préoccupant du fait de l'accaparement en eau des secteurs minier et agricole. Dans un pays où l'eau est privatisée, la pandémie de COVID-19 a amplifié les inégalités d'accès à l'eau et certains habitants se sont vus rationnés.

C'est pourquoi l'association MODATIMA a lancé au début de l'épidémie la campagne « Seul le peuple aide le peuple » qui consistait en la distribution de bidons d'eau pour venir en aide à la population qui ne pouvait effectuer le lavage des mains, geste barrière essentiel. La Fondation a apporté un soutien financier pour appuyer MODATIMA dans cette situation d'urgence.

➔ En savoir plus : <https://www.france-libertes.org/fr/droit-a-leau-au-chili-seul-le-peuple-aide-le-peuple/>

➤ Film sur l'eau au Chili

La Fondation Danielle Mitterrand appuie le lancement du processus de réalisation d'un film documentaire sur les enjeux de l'eau au Chili (privatisation, sécheresse, pénurie d'eau potable, fonte des glaciers, etc.) dans le contexte de révolution sociale et d'écriture d'une nouvelle Constitution que connaît le Chili depuis octobre 2019.

Les deux auteurs du documentaire sont Marion Esnault, journaliste-correspondante de presse en Amérique du Sud spécialisée dans les sujets socio-environnementaux et Marcelo

Lara Contreras, documentariste chilien qui a réalisé plus de 150 documentaires télévisés sur la culture chilienne dans toutes ses dimensions pour *Frutos del Pais* et *Al sur del mundo*. Les auteurs suivront des acteurs chiliens engagés pour la reconnaissance et l'usage de l'eau comme bien commun et droit humain. À travers leurs histoires de vie, les deux auteurs raconteront l'histoire de l'eau, hier, aujourd'hui et demain, au Chili. La société de production Lafken Producciones - dont le siège social se situe à Valparaiso et qui réalise des œuvres documentaires et des produits audiovisuels éducatifs à dimension sociale - soutient le projet

L'objectif est de participer à la prise de conscience des effets du dérèglement climatique dans ce pays très affecté en mettant l'accent sur les problématiques de l'eau, et de donner des outils de compréhension et d'action pour les citoyens chiliens, mais aussi citoyens du monde. Le documentaire cherchera à comprendre comment l'administration chilienne a privatisé l'eau ces 40 dernières années depuis l'entrée en vigueur du Code de l'eau en 1981, à donner la voix à celles et ceux qui vivent au quotidien les conséquences de la privatisation et de la méga-sécheresse et de participer à générer un débat public sur l'eau en ces temps historiques démocratiques chiliens.

Le film documentaire d'auteurs aura une durée estimée entre 70 et 90 minutes et il sera diffusé, dans la mesure du possible, sous différents formats (télévision, salle de cinéma, festival, etc.) au Chili, en France et éventuellement dans d'autres pays en fonction de la société de production européenne qui acceptera de soutenir le film.

➤ **BD « Panique à Bure »**

Afin de renforcer le soutien de la Fondation Danielle Mitterrand à la lutte contre le projet CIGEO à Bure, il a été décidé d'apporter un soutien à l'association des Elus de France Opposés à l'enfouissement des Déchets Radioactifs et favorables à un développement durable (EODRA) pour son projet de réalisation d'une bande dessinée sur les dangers du projet ; à destination des collégiens et lycéens.

L'objectif est de contribuer à une démarche éducative qui a pour but essentiel de donner à nos jeunes une autre image de ce projet que celle idyllique communiquée sans cesse par l'ANDRA (promoteur du projet) depuis l'origine. En effet, l'ANDRA est très présente dans les milieux scolaires pour faire la promotion du projet sans qu'il n'y ait de contre-information. Cette bande dessinée vise à apporter aux étudiants un autre regard que ceux promus par les magazines, dépliants, expositions qui laissent croire à un seul avenir possible pour les deux départements concernés, à savoir celui de l'industrie des déchets nucléaires.

➤ **Film, « la République de Saillans »**

La Fondation Danielle Mitterrand a appuyé le travail de montage d'une version longue du documentaire « La République de Saillans », de Sarah Jacquet et Dorinne Brun. Habitantes de Saillans, les deux réalisatrices ont suivi et filmé les aventures de la liste citoyenne au sein de la mairie de la victoire inattendue en 2014 jusqu'à la défaite en 2020.

Un premier documentaire de 52 minutes est sorti en 2020, qui interroge un par un les protagonistes de cette aventure démocratique dont le symbole est connu mais les réalisations concrètes et les débats internes beaucoup moins. C'est pourquoi les réalisatrices proposent d'étoffer le premier documentaire avec deux nouveaux « chapitres », pour justement donner à voir les débats internes et les contradictions de l'expérience ; donner la parole aux habitants de la commune qui ne se retrouvaient pas dans l'initiative proposée ; interroger les clivages politiques sur des sujets de fond (Plan Local d'Urbanisme, accueil des migrants, etc).

Avec ce film, la Fondation s'associe à un nécessaire et passionnant processus de retour d'expérience et de réflexion critique sur cette expérience fondatrice des dynamiques

municipalistes en France, qui ne pourra qu'être bénéfique aux dizaines de listes citoyennes victorieuses aux élections municipales de 2020.

➔ Lien vers le premier documentaire (2020) : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/emissions/qui-sommes-nous/documentaire-republique-saillans-politique-circuit-court-1884526.html>

➤ **Projet de l'association La Caillasse**

La Fondation Danielle Mitterrand appuie le projet de l'association « La Caillasse », qui anime une dynamique de production et distribution de produits agricoles entre des terres situées dans le Lubéron (Vaucluse) pour ravitailler des lieux militants et des cantines populaires de Marseille, ainsi que des lieux d'accueils de migrants à Gap, Briançon.

Depuis 2019, la Caillasse cultive 2 hectares de terres agricoles proche du village de Cucuron (Vaucluse), une oliveraie, ainsi que des vignes. Elle produit ainsi plusieurs tonnes de pomme de terre, oignons, courges, des dizaines de kilos d'aulx, des centaines de litre d'huile d'olive ainsi que plusieurs cuvées de vin naturel. L'association est un trait d'union pour renforcer les circulations politiques et matérielles entre les villes de Marseille, Gap et Briançon et la campagne du Vaucluse où les enjeux d'installation et de modèle agricoles sont cruciaux.

Depuis la crise sanitaire et économique de 2020, la dynamique de ravitaillement a permis d'alimenter un réseau autogéré de distribution et d'entraide auprès des personnes les plus précaires et démunies. Du fait de la fermeture au public des cantines et lieux militants, certains frais de culture n'ont pas pu être compensé par les rentrées financières des cantines et risquent de poser des difficultés budgétaires à l'association.

Le coup de pouce de la Fondation Danielle Mitterrand permet donc, exceptionnellement, à la Caillasse de boucler son budget pour ses cultures d'oignons et de pommes de terre, qui permettront ensuite de ravitailler des lieux d'accueil de personnes exilées à Gap et Briançon.

➤ **Civil Development Organization (Irak/Kurdistan)**

La Fondation Danielle Mitterrand a soutenu un projet d'éducation populaire en direction des enfants réfugiés et déplacés de la région de Soulaymaniah. Ce projet a permis à des dizaines d'enfants déplacés d'avoir accès à des activités résilientes pour leur permettre de se reconstruire individuellement et collectivement. Les animatrices et animateurs se sont appuyés sur les méthodes développées dans le cadre du programme Animation Kurdistan conduit par la Fondation Danielle Mitterrand et CDO depuis 2015.

➤ **France-Libertés Gironde**

La Fondation Danielle Mitterrand a soutenu l'édition d'un recueil de textes de collégiens de Gironde autour de la citoyenneté européenne et de la médiation interculturelle. Ce recueil, porté par France-Libertés Gironde, fait suite à un projet développé depuis 17 années de rencontres entre des auteurs de cultures différentes et des collégiens de Gironde en prenant la construction européenne comme prétexte pour engager une réflexion sur les valeurs universelles de l'Union Européenne: la démocratie, la laïcité, la liberté, la paix! En dix-sept ans, on constate l'évolution des réflexions et des écrits des élèves qui sont aujourd'hui en prise directe avec l'actualité exprimant ainsi une prise de conscience aigüe des questionnements de ce début de siècle: la question des flux migratoires, le sexisme, le changement climatique.

PROJETS EAU ET CLIMAT

Le dérèglement climatique est actuellement au cœur de nos enjeux sociétaux : il remet en question l'intégralité de notre mode de vie. Si l'on perçoit de plus en plus les menaces et conséquences des perturbations climatiques, c'est bien par l'eau que celles-ci sont le plus visibles : évènements extrêmes, sécheresses, inondations, désertifications... L'eau et le climat sont intrinsèquement liés.

C'est pourquoi la Fondation Danielle Mitterrand a lancé un appel à propositions en 2019 pour mettre en avant l'importance de la protection de l'équilibre du cycle de l'eau pour la préservation de l'eau, bien commun de l'humanité et même de l'ensemble du vivant. 6 projets ont été sélectionnés pour un soutien financier dans l'optique d'appuyer des dynamiques pour rétablir l'équilibre du cycle de l'eau et lutter ainsi plus efficacement face au changement climatique.

Le soutien a continué l'année 2020 d'autant plus que la pandémie mondiale a mis à l'arrêt pendant plusieurs mois ces projets. Les projets se sont finalisés en fin d'année. Début 2021, les évaluations finales seront réalisées pour procéder aux derniers versements.

➤ Afrique du Sud

Une école sur l'eau et le changement climatique pour les militants : renforcer les capacités locales pour faire face à la pénurie d'eau au Cap, mis en place par *l'Environmental Monitoring Group*. L'objectif du projet est le renforcement des capacités pour aboutir à un accès équitable et durable à l'eau pour les communautés marginalisées du Cap. Cela passe par la création d'une école sur l'eau et le changement climatique et par un dialogue entre les participants qui partagent leurs études de cas entre eux puis avec la société civile et le gouvernement.

➤ Inde

De jeunes porte-parole travaillent à la restauration des plans d'eau à New Delhi afin de faire face au changement climatique et aux risques pour la santé, mis en place par *Haiyya Foundation*. L'objectif est d'apporter une formation et un soutien en plaidoyer afin que les communautés puissent inciter leurs dirigeants à entreprendre des actions contre le changement climatique. Cela passe par l'appui à 1 000 jeunes de Delhi qui mènent un plaidoyer afin de sensibiliser le grand public et les dirigeants.

➤ Colombie

Gestion communautaire de l'eau : restauration, entretien et conservation de micro-bassins dans la municipalité de Cocorná, mis en place par la *Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sábila*. L'objectif principal est de conserver des sources d'eau locales par une gestion communautaire sur 12 micro-bassins de la zone et se former à la restauration de ces écosystèmes aquatiques.

➤ Sri Lanka

Initiative des peuples pour une gestion responsable des ressources en eau, mis en place par *South Asia Partnership Sri Lanka*. L'objectif principal du projet est de renforcer la capacité du village Kudadodanathathawa à protéger le cycle de l'eau local. Cela passe par le renforcement des connaissances des habitants sur ces problématiques et notamment par des formations en agroécologie pour la mise en place de projets concrets et en agroforesterie pour mettre en œuvre un couvert arboré dans les espaces publics et jardins individuels. Ce projet repose aussi sur la création d'une structure de protection de l'eau gérée de manière collective et participative par les femmes.

➤ Soudan du Sud

Initiative de reboisement communautaire et d'agroforesterie mis en place par *Yikilo Organization for Peace, Reconstruction And Development*. L'objectif du projet est de promouvoir le reboisement et l'agroforesterie en assurant une démarche de sensibilisation sur les liens entre eau et climat. Cela vise à réduire les conséquences du changement climatique et à assurer une sécurité alimentaire des populations locales grâce aux cultures vivrières.

➤ Ouganda

Renforcer la capacité des communautés à gérer durablement les ressources en eau afin d'accroître l'accès à une eau salubre et atténuer les effets du changement climatique mis en place par *Katosi Women Development Trust*.

L'objectif du projet est de renforcer les capacités des femmes à défendre leur droit à l'eau et leur résilience face au changement climatique. Cela passe la création de groupes de femmes qui seront formées dont certaines deviendront ensuite référentes et formatrices. Il s'agit de sensibiliser les femmes sur la relation entre déforestation, accès à l'eau et changement climatique et de les former aux techniques de plaidoyer afin d'influencer les décisions de leur gouvernement local. Des plantations d'arbres fruitiers pour générer de nouveaux revenus, répondre aux besoins nutritionnels de la population et atténuer les effets du changement climatique sont aussi mises en œuvre.

POUR UN AUTRE RAPPORT AU VIVANT

INTERVENTIONS PUBLIQUES

Participation à l'Assemblée des Habitants de la Terre à Aiffres

La Fondation Danielle Mitterrand a participé à la 1^{ère} Assemblée des Habitants de la Terre en France, spécifiquement dédiée à l'Eau, qui s'est tenue les 21 et 22 février 2020 à Aiffres. Marion Veber, responsable des programmes de la Fondation a participé à la conférence « Eau : Bien Commun ou nouvel Or Bleu ? » aux côtés de Julien Leguet du collectif Bassines non merci et Florence Habets, hydro-climatologue du CNRS. Cette conférence grand public a permis de rappeler la vision de la Fondation sur l'eau, à savoir l'eau comme bien commun du vivant et droit humain, de souligner les menaces pesant sur les écosystèmes aquatiques et montrer les dynamiques en cours en France et à l'international d'un rapport renouvelé à cet élément vital, un rapport qui ne met pas en danger le cycle de l'eau et les fragiles équilibres écosystémiques.

Marion Veber est également intervenue à l'Atelier « Droit à l'eau, droit de l'eau » avec Jean-Pierre Waquier, de l'association H2O Sans Frontières et Pauline Boyer, porte-parole de l'association Alternatiba, durant lequel elle a rappelé toutes les activités de la Fondation passées et en cours sur l'eau et appelé à penser ensemble les questions environnementales et sociales.

→ Liens vers les vidéos des interventions : <https://www.france-libertes.org/fr/assemblee-des-habitants-de-la-terre/>

Participation à l'Eco-festival du cinéma dans à Nandy en Seine-et-Marne

Organisé par l'association Développement durable, notre avenir, l'Eco-festival du cinéma s'est tenu dans 7 communes du Sud de Paris. Marion Veber a participé à l'un des débats autour du film « Nature, nouvel eldorado de la finance » le 4 mars dans la ville de Nandy. C'était l'occasion de partager les positions de la Fondation contre la marchandisation et financiarisation de la nature mais aussi de sensibiliser à la notion de commun et du vivant.

Participation au Festival Horizon vert à Villeneuve sur Lot

Lors de la 32^{ème} édition du Festival Horizon Vert qui a eu lieu les 3 et 4 octobre à Villeneuve sur Lot, Marion Veber, responsable des programmes, est intervenue lors de deux conférences : « Partage de l'eau, source de conflits ou de coopération ? » aux côtés de Marc Laimé et Julie Trottier et « Besoins en eau des écosystèmes et du vivant » aux côtés de Nicolas Thierry, vice-président du conseil régional en charge de la biodiversité et Alain Dutartre, hydrobiologiste, président de l'Agence régionale pour la biodiversité.

Conférence sur les droits de la nature à Bordeaux

France-Libertés Gironde a organisé la conférence « Quels droits pour la nature » au Conseil régional le 12 octobre soir. Valérie Cabanes a pu présenter un état des lieux des droits de la nature dans le monde et les enjeux politiques et philosophiques qu'ils posent. La conférence était rediffusée en direct sur Facebook.

→ Voir la conférence : <https://www.youtube.com/watch?v=IP0QAdl-3vo>

Eco-débat à Marseille

Emmanuel Poilâne, secrétaire général, est intervenu à l'ECODÉBAT organisé le vendredi 27 novembre par l'éco-forum (basé à Marseille) : « Les problématiques de la gestion de l'Eau ».

Village des Initiatives Locales à Pont-Château

Emmanuel Poilane, secrétaire général, est intervenu au village des initiatives locales le 24 septembre à Pont-Château pour une Conférence-Débat : « L'eau ici et là-bas, hier et demain. Bien commun ? »

→ Voir le lien : <https://www.france-libertes.org/fr/evenement/village-des-initiatives-locales/>

Déplacement à ZADEnvies

En aout 2020, Jérémie Chomette et Marion Veber ont assisté aux rencontres de ZADEnvies sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Il s'agissait de mieux connaître ce territoire et ses acteurs et surtout de se nourrir sur le fond lors des conférences dont de nombreuses étaient en lien avec la question du rapport au vivant.

DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Campagne « Le Brésil résiste. Lutter n'est pas un crime »

À la suite de l'élection de Jair Bolsonaro et dans un contexte de criminalisation croissante des mouvements sociaux au Brésil, 17 organisations de solidarité internationale françaises, dont la Fondation Danielle Mitterrand, ont décidé de former la Coalition Solidarité Brésil en décembre 2018. Avec la campagne « Le Brésil résiste. Lutter n'est pas un crime » nous avons relayé le cri d'alarme de la société civile brésilienne. En février 2020, la Coalition Solidarité Brésil a créé un baromètre pour faire un état des lieux de la situation sociale du Brésil et mesurer la pression subie par la société civile. Ce baromètre confirme l'augmentation des violences envers les minorités et les populations les plus exclues depuis l'arrivée de l'extrême droite à la tête du Brésil en 2019. Il y a notamment tout un volet sur la question environnementale et celle des peuples autochtones.

→ En savoir plus sur la Coalition : <https://www.france-libertes.org/fr/campagne-le-bresil-resiste/>

Intervention radio à Fréquence Paris Plurielle sur les peuples autochtones

En février 2020, Marion Veber, responsable des programmes a été invitée à participer à une émission consacrée aux peuples autochtones sur la Radio Fréquence Paris Plurielle. Cette émission était l'occasion de redéfinir la notion de « peuple autochtone » : qui est autochtone ? Comment définir une culture ou une société autochtone ? Y a-t-il des points communs entre les sociétés autochtones ? Quels sont les droits des peuples autochtones ? Marion Veber a poussé pour qu'un autochtone soit présent autour de la table. Elle a donc proposé à Ludovic Pierre, autochtone Kali'na de la Jeunesse autochtone de Guyane et créateur de Radioka (plateforme web autochtone, voir plus haut) de participer à l'émission. Ensemble ils ont partagé leurs points de vue avec une autre invitée, Marie Ndenga Hagbe, chargée de communication à Survival International.

→ L'émission est disponible ici : <https://www.france-libertes.org/fr/emission-sur-les-peuples-autochtones-sur-radio-frequence-paris-plurielle/>

Publication « De l'importance des mots ! »

A l'occasion de la journée mondiale des peuples autochtones célébrée le 9 août, la Fondation Danielle Mitterrand souhaitait souligner l'importance des mots lorsqu'on parle des peuples autochtones : certains termes sont à bannir car hérités du passé colonial, d'autres dénotent une dimension néocoloniale, exotisante voire raciste, d'autres encore dépolitisent les enjeux. Dans une actualité postée sur notre site internet et relayée sur nos réseaux sociaux, la Fondation a fait un petit tour d'horizon de quelques points essentiels sur ces questions de vocabulaire.

→ L'actualité en question : <https://www.france-libertes.org/fr/journee-mondiale-des-peuples-autochtones-de-limportance-des-mots/>

Appui au Festival DocumenTerre en Dordogne (finalement annulé)

En 2020, la Fondation avait validé l'appui à la mise en œuvre du festival DocumenTerre en Dordogne à Montignac-Lascaux par l'association Ciné Toile. Ce festival de deux jours et demi devait se tenir en novembre et réunir le grand public autour de films et documentaires sur le sujet des peuples autochtones. Au vu du sujet choisi pour cette édition baptisée « Nous, peuples de la Terre », l'association s'est tournée vers la Fondation pour solliciter un appui.

La Fondation, en plus de proposer un appui financier pour faciliter la venue des panélistes autochtones, a conseillé l'association dans le choix des films et intervenants pour les débats de fond. Elle a notamment poussé pour qu'un film porte sur la question autochtone en Guyane et pour faire venir des représentants de la Jeunesse autochtone de Guyane pour les débats. Elle a également proposé qu'Hindou Oumarou Ibrahim, peule Mbororo du Tchad et lauréate du Prix Danielle Mitterrand en 2017, soit la marraine de l'événement. Nous avons aussi fait des propositions d'experts pour les débats tels que Valérie Cabanes, Corto Fajal, Irène Bellier, Sophie Gergaud, Fiore Longo avec qui nous avons l'habitude de travailler.

Etant donné le contexte sanitaire, le festival a été annulé. Il se tiendrait du 19 au 21 novembre 2021 en gardant dans la mesure du possible la même programmation.

Rédaction d'actualités

Sur la victoire des Samis en Suède : Le 23 janvier 2020, une décision de la Cour suprême de Suède a reconnu au peuple autochtone Sami le monopole pour la délivrance de permis de pêche et de chasse sur ses terres, dans le village de Girjas.

→ L'actualité revient sur cette victoire : <https://www.france-libertes.org/fr/victoire-lautorite-des-samis-reconnue-sur-leurs-terres/>

Sur la Covid-19 et les peuples autochtones : Il était important pour la Fondation de sensibiliser à la vulnérabilité accrue pour les peuples autochtones à la pandémie mondiale. Les peuples autochtones ont pour beaucoup aujourd'hui des conditions de vie difficiles et souffrent de discriminations. Ces peuples doivent faire face à des menaces multiples : invasion, exploitation et pollution de leurs territoires, déplacements ou sédentarisation forcés, racisme et marginalisation. Il s'agissait aussi d'alerter sur le fait que les projets extractivistes en tout genre, légaux ou illégaux, n'ont malheureusement pas cessé avec la Covid-19, au contraire.

→ L'actualité est disponible ici : <https://www.france-libertes.org/fr/les-peuples-autochtones-tres-vulnerables-face-au-covid-19/>

ALTERNATIVES DEMOCRATIQUES

Webinaire Chili – 25 octobre 2020 - Soulèvement populaire et changement de Constitution, quels défis et perspectives ?

Une opportunité de métamorphose pour opérer une rupture avec le modèle néolibéral ?

Deux semaines avant un référendum qui était déterminant pour l'avenir du Chili le 25 octobre 2020, la **Fondation Danielle Mitterrand** et le **Modatima** (*Movimiento de Defensa por el acceso al Agua, la Tierra y la Protección del Medio Ambiente*) ont organisé une conférence webinaire par Zoom* pour donner la parole aux activistes du Chili.

« Un an après le début de « l'estallido social », après six mois de gestion de crise sanitaire, où en est la dynamique du soulèvement populaire au Chili ? Quels sont les enjeux du référendum constitutionnel du 25 octobre ? Comment les différentes composantes du mouvement au Chili se rapportent au processus constituant (assemblées territoriales, mouvement féministe, territoires en lutte autochtones, premières lignes, luttes environnementales, mouvements municipalistes, etc.) ? Quels sont les enjeux environnementaux du processus constituant, et notamment la question centrale de l'eau ? Quelle place pour les luttes des peuples autochtones, leurs cosmovisions, la reconnaissance des « droits de la nature » ? Que faire et comment soutenir depuis la France ? »

PANELISTES:

Rodrigo Mundaca, défenseur du droit à l'eau au sein du mouvement Modatima et lauréat 2019 du Prix Danielle Mitterrand

Manuela Royo, avocate de Modatima et activiste environnementale

Suyai Neculqueo, activiste mapuche investie dans la région de Curacautin

Francisca Fernandez, du comité socio-environnemental de la Coordination Féministe du 8 mars

Alejandra Flores Hernández, membre de l'Assemblée Populaire de Conchali (Nord de Santiago) et présidente du SUTE Conchali (Syndicat Unique des Travailleurs de l'Education)

Ce webinaire s'inscrit dans la mission « Agitatrice d'idées » de la Fondation, qui vise à stimuler par des conférences, des ateliers, des publications, etc., le débat autour de la nécessaire métamorphose radicale de nos sociétés et de la rupture avec le système néolibéral et productiviste. Il s'inscrit également dans les réflexions du programme « Alternatives démocratiques et commun(s) », qui questionne les formes émergentes d'alternatives radicales et d'auto-organisations démocratiques dans certains territoires emblématiques des soulèvements qui agitent la planète (Chili, Liban, Rojava, etc). L'importance de la bataille autour de l'eau au Chili, ainsi que le rôle crucial des communauté Mapuche dans le mouvement populaire et le processus constituant, résonnent également avec les enjeux du programme « Vivant et Commun ».

LE DROIT A L'EAU

Campagne l'Eau est un droit

Lancée en 2019 avec en ligne de mire les élections municipales françaises de mars 2020 et des 10 ans de la reconnaissance par les Nations Unies du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement en Juillet 2020, la campagne « L'eau est un droit » rassemble un collectif de plus de 30 associations engagées sur les enjeux liés au droit à l'eau et à l'assainissement et mobilisées pour sa mise en œuvre effective, en France et à l'international.

Le collectif a interpellé les candidats aux élections puis les élus et élues sur ces enjeux et les ont incités à s'engager à travers la signature du Manifest'eau.

→ Lien : <https://leauestundroit.fr/manifest-eau/>

Elles et ils s'engagent ainsi, dans leurs territoires à :

- Garantir le droit à l'eau potable et à l'assainissement permanent et abordable pour toutes et tous
- Garantir un tarif de l'eau et de l'assainissement accessible
- Garantir l'accès à des structures d'eau et d'assainissement publiques au bénéfice des populations précaires ou non connectées au réseau
- Instaurer un dialogue avec tous les acteurs pour des solutions adaptées et pérennes
- A l'international : Développer une coopération décentralisée pour favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement auprès des populations vulnérables
- Renforcer les financements pour la solidarité décentralisée, notamment en appliquant le dispositif de la Loi Oudin-Santini
- Renforcer la participation citoyenne et la démarche partenariale dans les projets de coopération décentralisée

Ce sont 153 élues et élus municipaux, en métropole et Outre-Mer qui ont signé le Manifest'eau, dont 53 maires de notamment Bordeaux, Marseille, Grenoble, Lille, Lyon, Poitiers, Rennes, Tours.

Dans le cadre de ce projet, la Fondation a également soutenu la création d'un observatoire des droits à l'eau et à l'assainissement. L'enjeu de ce projet d'Observatoire est de mieux connaître et comprendre les situations de manque d'accès à l'eau et à l'assainissement en France. Il a pour objectifs de :

- Produire des données chiffrées et qualitatives sur un territoire donné, en ciblant les situations de nonaccès à l'eau pour les personnes en situation de précarité
- Élaborer des recommandations au niveau local
- Répertoire des solutions sociales innovantes
- Interpeller les pouvoirs publics et élus locaux

L'Observatoire a été lancé en 2020 sur 5 villes françaises : Paris, Bordeaux, Marseille, Toulouse et Montpellier, avec l'appui d'associations implantées localement. France Libertés Gironde est impliquée dans les analyses réalisées à Bordeaux.

La campagne « L'eau est un droit » a également relayé et diffusé la campagne réalisée par la Fondation autour des 10 ans de la reconnaissance du droit à l'eau par les Nations-Unies.

Les 10ans du droit à l'eau : analyse de la Fondation

Pour fêter les 10 ans de la reconnaissance du droit à l'eau par l'ONU le 28 juillet 2010, la Fondation Danielle Mitterrand a créé plusieurs outils pour partager son analyse des limites actuelles de ce droit. Tout d'abord une vidéo de Sylvie Paquerot, membre du CA et spécialiste de l'eau, qui explique en quoi la reconnaissance du droit à l'eau, le 28 juillet 2010 par l'Assemblée générale des Nations Unies, ne s'est pas traduite dans les faits. Cela est résumé par cette phrase de Sylvie Paquerot « *On a gagné la reconnaissance du droit à l'eau dans les termes acceptables par le système existant* ».

→ Lien vers la vidéo : https://youtu.be/E012z_aSou0

Une analyse plus précise a été réalisée à travers une présentation Prezi, outil interactif dans lequel on peut naviguer d'étapes en étapes et cliquer sur des liens pour aller plus loin. Dans cet outil, nous analysons les facteurs bloquant aujourd'hui l'effectivité du droit à l'eau et appelons à adopter une approche systémique et radicale de l'eau. Nous y réaffirmons la nécessité de rupture avec la perception de l'eau appréhendée uniquement comme ressource à gérer et à sortir ainsi de la logique utilitariste, extractiviste et anthropocentrée de l'eau. Nous invitons à nous questionner sur nos façons d'habiter la Terre et de « faire société ». Le droit à l'eau nécessite de se poser la question du statut de l'eau, de la gouvernance mais aussi des droits de l'eau.

→ Lien vers la présentation : <https://prezi.com/view/3ykuZyXk9uU6LPpvrXAt/>

Enfin, la Fondation a produit une carte sur laquelle on retrouve les différents projets portés par la Fondation et ceux appuyés de nos partenaires de terrain au cours des dix dernières années. On retrouve ainsi aussi bien des dénonciations au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève, des actions juridiques contre les coupures d'eau en France que la participation au Forum Alternatif mondial de l'eau ou des projets de terrain pour renforcer les communautés à revendiquer leur droit à l'eau face aux activités extractives.

→ Lien vers la carte : <https://framacarte.org/m/80307/>

Interview dans la presse

Réactions de la Fondation suite à l'entrée de l'eau en bourse

Le journal l'Humanité revient sur l'entrée des contrats à terme sur l'eau californienne dans les places boursières et comment, nous explique la journaliste Latifa Madani, ce précédent peut avoir des conséquences désastreuses pour l'humanité. Emmanuel Poilane, secrétaire général de la Fondation Danielle-Mitterrand, ainsi que Sylvie Paquerot, membre du CA de la Fondation sont cités dans l'article.

→ Lien vers l'interview : <https://www.france-libertes.org/fr/eau-la-vie-ou-la-bourse/>

Contribution de Sylvie Paquerot, membre du CA de la Fondation

Sylvie Paquerot, professeure de sciences juridiques et politiques et membre du CA de la Fondation, a contribué à l'édition Débats & Controverses du journal l'Humanité sur le thème « En quoi la maîtrise publique améliore-t-elle la gestion de l'eau ? », paru en octobre 2020.

→ Lien : <https://www.france-libertes.org/fr/pourquoi-la-maitrise-publique-de-leau-ameliore-t-elle-la-gestion/>

Relai de la campagne du Modatima au Chili et rencontre avec la juriste Manuela Royo

En pleine pandémie, la Fondation a soutenu la campagne « Seul le peuple aide le peuple » menée par le Modatima pour aider les populations à accéder à des quantités d'eau plus importante durant la pandémie étant donné les besoins liés aux gestes barrières. Cela a été l'occasion de rappeler la situation dramatique de l'eau au Chili, seul pays du monde à avoir privatisé ses eaux en plus du service de l'eau. Une actualité a été publiée sur le site pour faire connaître la campagne de notre partenaire chilien et à leur envoyer des dons.

En septembre 2020, la Fondation a également rencontré Manuela Royo, juriste spécialisée des questions autochtones et environnementales qui travaille beaucoup avec les communautés mapuches de la région de Curacautin et avec le Modatima sur l'eau. Un long entretien a été publié afin de mieux faire connaître son travail et les enjeux au Chili, notamment dans le cadre de la Constituante suite à *l'estallido social* (mobilisations sociales de 2019).

→ Lien de l'entretien : <https://www.france-libertes.org/fr/manuela-royo-avocate-chilienne-30-ans-dapprofondissement-du-neoliberalisme-dextractivisme-et-du-non-respect-de-la-nature/>

ACTION EN LIEN AVEC LE KURDISTAN

Kurdistan Irak

Le programme Animation Kurdistan piloté par la Fondation avec l'appui de la Fédération Léo Lagrange s'est terminé en 2019, il a été prolongé sous un nouveau format pour trois nouvelles années et est maintenant coordonné par la Fédération Léo Lagrange.

La Fondation Danielle Mitterrand vient appuyer le projet et faciliter la transition avec les différents partenaires en France et au Kurdistan.

Ce programme doit permettre :

- L'ouverture d'un Centre de formation à l'éducation populaire
- La mise en place de deux parcours de formation (animation et direction) certifiés
- Le développement d'un réseau de volontaires en éducation non-formelle actif au sein des communautés locales
- La facilitation du processus de résilience des populations fragilisées de la région de Duhok par le biais de la combinaison de l'éducation non-formelle et de l'approche thérapeutique.

La Fondation s'est rendue avec la Fédération Léo Lagrange en mars 2020 à Erbil pour ouvrir le centre de formation, premier de la sorte au Kurdistan, en partenariat avec le ministre de la Jeunesse et de la Culture.

Kurdistan

Par ailleurs, la Fondation a continué son soutien pour les droits des peuples kurdes tout au long de l'année, en participant à différentes manifestations et en signant des tribunes pour les Kurdes de Turquie, d'Irak ou de Syrie.

Le directeur de la Fondation, Jérémie Chomette, est intervenu lors d'un ciné-débat « Le droit à la résistance à l'oppression » organisé par France Libertés Lot-et-Garonne le 24 septembre, pour présenter la situation au Kurdistan de Syrie.

La Fondation a également fait la promotion et soutenu des projets de livre sur le Kurdistan, « Si je t'oublie Kurdistan » d'Olivier Weber et « S'élever au milieu des ruines, danser entre les balles » de Maryam Ashrafi.

LE PRIX DANIELLE MITTERRAND

L'appel à candidatures et le jury

Mi-juillet, une soixantaine d'am.e.s de la Fondation ont pu répondre à un appel à candidature du collectif lauréat du Prix Danielle Mitterrand 2020, via un formulaire en ligne, et proposer des projets mettant en lumière les valeurs de la Fondation, et la volonté d'accompagner des alternatives utopiques et radicales.

En parallèle, les membres de l'équipe opérationnelle ainsi que les administrateurs et les membres du Bureau pouvaient également proposer des candidatures qui leurs semblaient pertinentes.

À la suite d'une première sélection, les membres du jury du Prix Danielle Mitterrand 2020, se sont réunis pour délibérer. Gilbert Mitterrand, Président de la Fondation Danielle Mitterrand, Hindou Oumarou Ibrahim, militante autochtone et lauréate du prix Danielle Mitterrand 2017, Agnès B, créatrice de mode et Porteuse d'eau, et Michèle Sabban, créatrice et Présidente du Fond vert pour les femmes, ont élu Buzuruna Juzuruna, "nos graines sont nos racines" en arabe collectif lauréat de la 8^{ème} édition du Prix Danielle Mitterrand.

Le lauréat, le collectif Buzuruna Juzuruna

Implantée dans la Vallée de la Bekaa au Liban, depuis 2015, la ferme-école de Buzuruna Juzuruna donne vie aux alternatives paysannes pour tendre vers plus de souveraineté alimentaire et relier ceux qui, malgré un contexte chaotique, trouvent et inventent des espaces communs. Le collectif est organisé autour de la production, la conservation et la distribution de semences paysannes, la promotion de nouveaux modes de coopération à travers l'agroécologie et la transmission des savoirs par des formations à l'agriculture. Il s'inscrit dans une dynamique radicale de promotion d'alternatives et de réseaux de solidarité œuvrant pour plus de souveraineté alimentaire sur l'ensemble du pourtour méditerranéen.

→ Pour en savoir plus : <https://www.france-libertes.org/fr/le-collectif-buzuruna-juzuruna-laureat-du-prix-danielle-mitterrand-2020/>

Webinaire Liban – 23 novembre 2020 - « Buzuruna Juzuruna, Lauréat du Prix Danielle Mitterrand 2020 »

Le 23 novembre 2020, une rencontre virtuelle du collectif a été organisée, aux côtés de Virginie Lefèvre représentante de l'association Amel et du forum des ONGs libanaises, Kanj Hamade économiste agricole libanais, universitaire et militant et Chloé Kattar, historienne, afin d'échanger autour des problématiques de résilience citoyenne face au contexte chaotique. L'évènement a été suivi par 200 personnes.

Un mois après le webinaire organisé sur le Chili, une conférence en ligne a été organisée sur un autre pays où l'enjeu d'une bifurcation avec le système néolibéral et autoritaire est brûlant, le Liban, à partir de l'alternative concrète proposée par le lauréat du Prix Danielle Mitterrand 2020 : le collectif libanais Buzuruna Juzuruna.

Le webinaire a permis de découvrir et échanger avec Buzuruna Juzuruna autour des problématiques auxquelles ils doivent faire face, ainsi que les différentes possibilités de résilience et de résistance dans un contexte de crises systémiques. Buzuruna Juzuruna a ouvert les échanges en présentant sa ferme agroécologique de manière concrète. L'historienne spécialiste de la guerre civile Chloé Kattar a enchaîné en proposant un panorama rapide de l'histoire du Liban, pour mieux comprendre les enjeux décisifs ouverts par la séquence de la « thawra » ouverte depuis octobre 2019. Virginie Lefèvre, vice-présidente et coordinatrice des programmes de l'ONG Amel, a remis en perspective les besoins humanitaires criants du fait des crises systémiques, accentuées par l'explosion à Beyrouth en août 2020. Kanj Hamade, économiste agricole et militant, a interrogé les perspectives concrètes de transformation sociale et démocratique du modèle agricole libanais.

➔ Voir le webinaire : <https://www.youtube.com/watch?v=rIMoWXX3BTq&t=1322s>

Semaine des rencontres en ligne avec Buzuruna Juzuruna

Les jours suivants, la Fondation a organisé 4 rencontres virtuelles avec différents partenaires de la société civile. La première regroupant notamment Greenpeace, la Confédération Paysanne ainsi que Bassines non merci. Quelques jours plus tard, Buzuruna Juzuruna a pu rencontrer Les Semeuses de Bure, et échanger avec Longo Maï également présent, sur l'autonomie paysanne et semencière, les échanges de semences dans des contextes de luttes. Un temps d'échange avec les Fondations qui financent les semences, l'agroécologie : La fondation Un monde par tous, le Fonds pour les femmes en méditerranée, le Secours Catholique, la Fondation de France.

Enfin, la dernière rencontre servait à établir un état des lieux, échanger sur les utopies et les mouvements sociaux et alternatives concrètes en France, au Liban et au Chili. Les interlocuteurs étaient Buzuruna Juzuruna, la Cantine Syrienne implantée à Montreuil, et le comité de soutien au Chili. Les échanges furent très fructueux, et tout le monde espère pouvoir se rencontrer dès début 2021 physiquement.

LES PARTENARIATS ET LA COMMUNICATION

L'identité renouvelée

La Fondation mène tout au long de l'année 2020 un processus de renouvellement de son identité. Fruit d'une collaboration avec l'agence ISOSKELE, l'identité visuelle, le discours et le positionnement de communication de la Fondation évoluent.

Ce renouvellement d'identité se traduit, entre autres, par un nouveau logo. Ce dernier garde toutefois l'arbre et l'ancien de nom de la Fondation, « France Libertés ». Un autre changement majeur concerne le nouveau nom de la Fondation qui devient « Fondation Danielle Mitterrand » et non plus « France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand ». Une nouvelle signature, porteuse du renouvellement de l'identité ainsi que des nouveaux

positionnements de la Fondation : « Donnons vie aux Utopies ». Cette nouvelle signature reflète l'importance et l'urgence de rendre désirables et réalisables d'autres mondes et résume l'engagement de la Fondation envers ses causes.

Le nouveau manifeste de la Fondation Danielle Mitterrand, « Le radicalisme utopique », adopté en juin 2019, a pour but de poser le cadre des valeurs qui guident les actions de la Fondation aujourd'hui.

Ce manifeste se trouve dans le site Internet de la Fondation dans une version claire et lisible.

➔ Lien : [NOUVEAU MANIFESTE : LE RADICALISME UTOPIQUE - France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand \(france-libertes.org\)](https://france-libertes.org/manifeste)

Un kit de communication a été conçu pour expliquer l'évolution et ainsi faciliter l'utilisation de la nouvelle identité par les partenaires de la Fondation Danielle Mitterrand. Ce kit, au format PDF, indique tous les nouveaux éléments de communication et le cheminement de cette évolution de positionnement et d'identité de la Fondation.

La nouvelle plaquette institutionnelle de la Fondation, à destination des partenaires, des bailleurs et du grand public a été l'élément principal de l'identité renouvelée en 2020. Un travail sur le fond et la forme de plusieurs mois aura permis finalement d'aboutir à une version définitive en novembre 2020. Cette plaquette permet en un regard de comprendre les positionnements actuels et les missions de la Fondation, ainsi que l'importance de poser le cadre des valeurs qui guident les actions de la Fondation Danielle Mitterrand et les valeurs qui émanent de sa fondatrice.

L'agenda de la solidarité internationale 2021

L'agenda de la solidarité internationale est coordonné par Ritimo et rassemble 15 organisations : Aide et Action, la Cimade, la Fédération Artisans du Monde, la Ligue des Droits de l'Homme, Non-Violence XXI, Action Aid-Peuples solidaires, Aide Odontologique Internationale, Alternatives économiques, CCFD-Terre solidaire, Emmaüs International, la Fondation Danielle Mitterrand, France Volontaires, La Fasti et Solidarité Laïque.

Il s'agit d'un outil pour approfondir les connaissances sur la solidarité internationale, au quotidien, et tout au long de l'année. Il comporte des citations, des initiatives citoyennes, des journées mondiales pour fêter les droits humains, des grands rendez-vous solidaires, une BD, une bibliographie, etc.

La Fondation Danielle Mitterrand a rédigé 4 pages de l'agenda 2020 portant sur deux initiatives (Ikapala sur les savoirs traditionnels et l'éducation populaire au Kurdistan d'Irak) et deux journées mondiales (journées mondiales de l'eau et des peuples autochtones).

La chronique monde solidaire sur fréquence terre 2020

Fréquence Terre est une radio qui a pour but de promouvoir la protection l'environnement et de la nature. Un mardi sur deux, la Fondation Danielle Mitterrand propose une chronique intitulée « Monde Solidaire » dans laquelle un invité échange pendant quelques minutes avec le journaliste Philippe Boury.

En 2020, 24 épisodes ont abordé des thèmes divers : la lutte contre le changement climatique, l'accès à l'eau, les poursuites-baillons, l'opposition au projet Montagne d'or en Guyane, les industries extractives au Brésil, la situation au Rojava, les droits des peuples autochtones, la protection des savoirs traditionnels, les défenseurs des droits humains... Les invités étaient des membres de l'équipe de la Fondation Danielle Mitterrand (Jérémy Chomette, Marion Veber, Justine Richer, Léna Bauer, Emmanuel Poilane) ou des invités

(Subama Mapou, Muriel Perez). Certaines de ces chroniques ont été reproduites dans un livre intitulé « Agir ou disparaître ».

Les podcasts sont disponibles sur le site de Fréquence Terre et celui de la Fondation Danielle Mitterrand.

Quelques actions de communication de la Fondation en 2020

- Newsletter mensuelle.
- Publications sur le Site Internet.
- Publications dans les réseaux sociaux.
- Série de podcast réalisé avec le collectif lauréat du Prix Danielle Mitterrand.
- Réalisation de vidéos.
- Campagne de l'importance des mots.
- 10 ans du droit à l'eau.
- Webinaires sur le Chili et Liban

LES DATES-CLES DE L'ANNEE 2020

24 janvier - Participation à l'émission « Modes d'emploi » de Radio Fréquence Paris Plurielle consacrée aux peuples autochtones et à leurs droits.

31 janvier - Lancement de la campagne « L'eau est un droit » portée par un collectif d'ONG's dont la Fondation.

21 et 22 février - Participation çà la 1^{ère} Assemblée des Habitants de la Terre à Aiffres

25 février - Lancement de la campagne « Le Brésil résiste. Lutter n'est pas un crime » par 17 organisations de solidarité internationale dont la Fondation.

4 mars - Participation à l'Eco-Festival du Cinéma à Nandy.

28 juillet - Pour fêter les 10 ans de la reconnaissance du droit à l'eau par l'ONU, la Fondation a publié plusieurs outils pour partager son analyse de la limite actuelle de ce droit.

9 août - Publication à l'occasion de la Journée mondiale des peuples autochtones d'une série d'infographies intitulées « De l'importance des mots ».

3 et 4 octobre - Participation au Festival Horizon vert à Villeneuve-sur-Lot.

12 octobre - Participation à la conférence organisée par France-Liberté Gironde sur les Droit de la Nature à Bordeaux.

13 octobre – Réalisation du webinaire « Chili : soulèvement populaire et changement de Constitution, quels défis et perspectives ? ».

23 novembre – Réalisation d'un webinaire avec le lauréat du Prix Danielle Mitterrand 2020 : « Buzuruna Juzuruna : Des alternatives radicales dans un contexte de crise systémique au Liban ».

27 novembre – Participation à l'Eco-Débat à Marseille.

LES CHIFFRES-CLES DE L'ANNEE 2020

6 projets de terrain « Eau et climat » dans 6 pays.

3 outils publiés par la Fondation analysant les limites actuelles du droit à l'eau à l'occasion des 10 ans de la reconnaissance du droit à l'eau par l'ONU.

24 chroniques Monde Solidaire disponibles en podcasts.

Un jury constitué de **4 membres** pour le prix Danielle Mitterrand 2020.

12 organisations réunies pour la création de l'agenda de la solidarité internationale, imprimé à **5000 exemplaires**.

17 organisations de solidarité internationale françaises, dont la Fondation Danielle Mitterrand, forment la Coalition Solidarité Brésil.

153 élus et élus municipaux, en métropole et Outre-Mer ont signé le Manifest'eau, dans le cadre de la campagne « L'eau est un droit ».

Plus de 3000 vues lors des webinaires réalisés sur le Chili et le Liban

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2020

Composition au 31 décembre 2020

Bureau

- Président : Gilbert MITTERRAND
- Vice-Présidente : Jacqueline MADRELLE
- Trésorier : Achille du GENESTOUX
- Secrétaire général : Emmanuel POILANE

Membres du Conseil d'Administration

- Président de la Commission des finances : Alain SAUVRENEAU
- Khaman ASAAD – Ex-représentante du Gouvernement de la région du Kurdistan irakien à Paris
- Yann LASNIER – Secrétaire général de la Fédération Léo Lagrange
- Sylvie PAQUEROT – Professeure sciences juridiques et politiques
- Michel JOLI - Ancien Secrétaire Général de la Fondation Danielle Mitterrand - France Libertés

- Michèle RIVASI – Députée européenne
- Pierre SERNE – Responsable associatif dans le domaine de l'environnement
- Yvan CARLEBACH - Ambassadeur de la Fondation Chamanga en Uruguay

Représentante du ministère de l'Intérieur

- Laurence TROCCAZ

Membres honoraires du Conseil d'Administration

- Vice-Président honoraire : Claude VERCOUTERE
- Marie-Jeanne GAXIE -Ex-représentante ministère de l'Intérieur
- Sébastien JUY – Réalisateur
- Daniel MARCOVITCH – Ancien Vice-Président du SIAAP
- Federico MAYOR – Président d'honneur de la Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés, ancien Directeur général de l'UNESCO
- Christiane TAUBIRA – Ex-Ministre de la Justice
- Jean ZIEGLER – Écrivain

Invité

- Vincent DOMON – Commissaire aux comptes